

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1992, chapitre 74
**LOI CONCERNANT PIPELINE INTERPROVINCIAL
(QUÉBEC) INC.**

Projet de loi 235

présenté par M. Yvon Lemire, député de Saint-Maurice

Présenté le 19 juin 1992

Principe adopté le 3 décembre 1992

Adopté le 3 décembre 1992

Sanctionné le 14 décembre 1992

Entrée en vigueur: le 14 décembre 1992

Loi modifiée: Aucune



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 74

Loi concernant Pipeline Interprovincial (Québec) Inc.

[Sanctionnée le 14 décembre 1992]

Préambule ATTENDU que Pipeline Interprovincial (Québec) Inc. est une corporation dûment constituée le 27 août 1990 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (L.R.C., 1985, chapitre C-44) et ayant un établissement à Montréal;

Que Pipeline Interprovincial (Québec) Inc. a l'intention de construire, exploiter et entretenir un pipeline destiné au transport de pétrole et de ses dérivés de la région de la ville de Québec à celle de la ville de Montréal inclusivement;

Que ce projet est dans l'intérêt public et qu'il est nécessaire, pour en permettre la réalisation, que soient accordés à Pipeline Interprovincial (Québec) Inc. le pouvoir d'expropriation et le droit d'accès à certains immeubles;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Acquisition
par entente
ou expro-
priation

1. Pipeline Interprovincial (Québec) Inc. peut, à défaut d'entente, acquérir par expropriation, tout immeuble ou tout droit réel en vue de la construction, de l'exploitation ou de l'entretien d'un pipeline destiné au transport du pétrole ou de ses dérivés de la région de la ville de Québec à celle de la ville de Montréal inclusivement.

Loi appli-
cable

Une telle expropriation est régie par la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24).

Représen-
tant auto-
risé

2. Un représentant dûment autorisé de la corporation peut pénétrer à toute heure raisonnable sur tout immeuble pour effectuer

les travaux reliés à la construction, l'exploitation et l'entretien du pipeline à charge pour la corporation d'indemniser toute personne pour le dommage qui aurait pu être causé par ce représentant.

Identifica-
tion

Ce représentant doit, sur demande, décliner son identité et exhiber un document attestant sa qualité.

Délai de
construc-
tion

3. Si la construction du pipeline n'a pas débuté dans les dix ans qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi, celle-ci cesse alors d'avoir effet.

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 14 décembre 1992.